

*Expansion des exportations—Loi*

parti conservateur, son nouveau Messie, recommande, à l'instar de ses collègues du caucus, d'accroître les dépenses au titre de la défense dans notre pays, ce qui risque de nous créer les mêmes problèmes—quoiqu'à moins grande échelle—qu'aux États-Unis depuis quelques années, où le gouvernement Reagan a constaté que ses promesses ne peuvent pas porter fruit, en grande partie pour cette raison. Certaines entreprises canadiennes ont profité de cette activité, mais c'est de l'argent bien mal acquis. Des milliards de dollars ont ainsi été pompés dans l'économie de nos deux pays, sans augmentation correspondante de la production de biens, ce qui exerce des pressions inflationnistes sur les prix. Il y a trop d'argent pour trop peu de marchandises, pour reprendre l'expression courante. La vague des fusions a contribué à faire augmenter les taux d'intérêt, en créant plus de concurrence pour des capitaux importants. Autrement dit, les taux d'intérêt qui ont acculé à la faillite bon nombre de petites entreprises, d'exploitations agricoles et de propriétaires canadiens, ont grimpé à ce point parce que ces Canadiens ordinaires, normalement productifs, ont été obligés de payer la note des fusions de sociétés. Ces fusions, en retour, vont faire empirer les choses pour eux et provoquer la faillite d'un plus grand nombre encore.

Voilà le genre de problèmes auquel nous nous heurtons en raison du régime économique en vigueur dans notre pays et dans bien d'autres depuis quelques années. La société de libre entreprise n'est qu'un mythe dans un pays qui devient rapidement un État-société. Ce n'est qu'un conte de fée. Tant que le gouvernement, l'Opposition officielle et les Canadiens feront mine d'y croire, nous continuerons, à mon avis, à nous endetter davantage et à être de plus en plus en difficulté, tant sur le plan économique que social.

Les propriétaires qui veulent renouveler leur hypothèque ne peuvent pas soutenir la concurrence de Seagrams, Dome Petroleum ou Petro-Canada. Nous ne pouvons pas juguler l'inflation aux États-Unis, mais nous pouvons remettre de l'ordre dans nos affaires. Si nous laissons les sociétés continuer à fusionner à leur gré, nous devons leur interdire d'en faire assumer le coût aux consommateurs. Qu'elles puisent leurs milliards dans les dividendes. Si les actionnaires savent qu'ils devront payer directement et immédiatement leur soif d'acquisition, cela freinera peut-être leurs élans, contribuant ainsi à restreindre l'inflation et les taux d'intérêt. Le gouvernement a subventionné ce genre d'acquisition et on ne peut plus s'attendre à ce que les salariés, les petites entreprises, les agriculteurs et les consommateurs Canadiens payent la note.

● (1740)

On a beaucoup parlé également au cours de ce débat des deux côtés des stratégies à suivre. Je voudrais dire quelques mots de certaines stratégies que nous avons suivies et que le gouvernement libéral et l'opposition conservatrice ont approuvées, implicitement sinon explicitement.

**M. Blenkarn:** Lesquelles?

**M. Kristiansen:** Celle de Northeast Coal en Colombie-Britannique.

**M. Blenkarn:** Qu'est-ce que cela a à voir avec . . .

**M. Kristiansen:** Cette société, encore une fois avec l'appui des députés conservateurs de la Colombie-Britannique et de leurs alliés du crédit social . . . ils n'aiment pas entendre la

vérité, monsieur le Président. Je voudrais citer un passage d'un récent article de la Presse canadienne . . .

**M. Blenkarn:** Quand parlerez-vous de la SEE?

**M. Kristiansen:** . . . qui dit ceci:

A la veille de l'ouverture officielle de deux nouvelles mines de charbon dans l'ouest du Canada, un rapport indépendant prévoit qu'au moins une des mines maintenant exploitées, ou sur le point d'être ouvertes en Colombie-Britannique, devra fermer d'ici quelques années.

Selon ce rapport, qui a été rédigé par la maison d'analyse industrielle H. N. Halverson Consultants Ltd., les mines qui ont le plus de chances de fermer sont les nouvelles mines situées dans les endroits isolés, c'est-à-dire les mines Quintette et Bullmoose qui sont le pivot du projet houiller du Northeast Coal.

Monsieur le Président, nous sommes en train de dépenser bien plus de un milliard de dollars de fonds publics, sans parler de l'argent du secteur privé, pour construire dans le nord-est de la Colombie-Britannique une énorme structure qui est déjà périmée. Certains des analystes les plus respectés de ce secteur avaient pourtant dit aux deux échelons gouvernementaux que ce projet était totalement périmé avant qu'ils ne commencent à investir.

Il y a aussi eu le cas du premier tronçon du gazoduc, monsieur le Président. Ce projet avait l'appui du gouvernement libéral et de l'opposition conservatrice. Nous avions aussi prévu ce qui s'est passé, mais nous préférierions de beaucoup dire que vous aviez raison et que tout va bien. Vous avez abandonné les quelques moyens de pression ou les quelques atouts que nous possédions. D'après un article publié dans l'*Ottawa Citizen*, nous disons maintenant aux Américains de ne pas nous blâmer pour les problèmes de l'industrie du gaz. Selon cet article, l'ambassadeur du Canada, Allan Gotlieb:

. . . a déclaré lors d'un déjeuner organisé par l'*American Gas Association* à Washington que le gouvernement du Canada s'inquiétait de certaines des mesures punitives proposées au Congrès des États-Unis à l'égard des importations de gaz naturel canadien.

Non seulement n'avons-nous pas obtenu une entente ferme, non seulement avons-nous abandonné nos moyens de pression, non seulement exportons-nous notre gaz à faible prix au lieu de donner un droit de passage aux Américains pour construire leur propre gazoduc afin qu'ils puissent brûler leur propre gaz de l'Arctique, mais les Américains disent maintenant que, parce que le prix du gaz canadien a été fixé trop bas, cela nuit à certains de leurs propres producteurs et ils veulent nous pénaliser pour cela. C'est la faute des partis conservateurs et libéral, qui sont de toute façon interchangeables.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Kristiansen:** Ils se sont mis d'accord pour mettre cette politique de l'avant, tout comme avec leurs amis ils ont préconisé le projet de Northeast Coal.

**M. Blenkarn:** Qu'est-ce que cela a à voir avec la SEE?

**M. Kristiansen:** Les deux sont des fiascos. Les deux partis et les deux projets sont des fiascos et ils auraient dû le savoir. Bien entendu, quant à nous, nous ne savons rien; nous ne sommes que des néo-démocrates.

**Des voix:** Bravo!

**M. Kristiansen:** C'est nous qui avons averti les deux autres partis que les sociétés pétrolières et gazières mentaient au début des années 1970. Ils nous avaient dit à ce moment-là: «Pour qui vous prenez-vous? Pour qui Tommy Douglas se prend-il?» Deux ans plus tard quand tout s'est effondré, ils étaient tout gênés et n'arrivaient pas à comprendre. C'est la pire bande de fumistes du monde, et encore, je suis poli. Je